

CERTIFICATION

Additif applicable à l'ensemble des référentiels gérés par le CSTB (NF, QB, Evaluation par la Conception et CE)

Addendum applicable to all reference systems managed by CSTB (NF, QB, Design Appraisal and CE)



- N° d'identification / Identification no.: ADD NF-QB-EC-CE
- N° de révision / Revision no.: 01
- Additif n° / Addendum no. ADD NF-QB-EC-CE, approuvé par la Direction Technique du CSTB et par AFNOR Certification le/ approved by CSTB Technical Management and by AFNOR Certification on: 19/05/2020
- Date de mise en application / Effective date: 03/06/2020

MODIFICATIONS APPORTEES PAR L'ADDITIF / MODIFICATIONS MADE BY THE ADDENDUM:

Partie modifiée / Modified part	Nature de la modification effectuée / Type of modification made
<p>§ 6.1. : Ajuste et complète les dispositions dans le nota 2 des Exigences Générales QB / §6.1. <i>Modifies and supplements the provisions in note 2 of the QB General Requirements</i></p>	<p>A. Précision des dispositions de traitement d'une demande d'admission et de traitement des audits de suivi pendant une épidémie / pandémie (mesures dérogatoires); Précisions, ajustements d'une demande d'admission et de traitement des audits de suivi dans les pays à vigilance particulière / <i>Statement of provisions for processing of admission applications and processing of follow-up audits during an epidemic/pandemic (exceptional measures); Additions, modifications to admission applications and processing of follow-up audits in countries subject to special vigilance.</i></p>
<p>§ 1.3. Ajuste et complète les dispositions dans le nota 1 de chaque référentiel « NF » / § 1.3. <i>Modifies and supplements the provisions in note 1 of each "NF" reference system</i></p>	
<p>Ajout de dispositions dans le § 1.3. de chaque référentiel « Evaluation par la conception » / <i>Adds provisions in § 1.3 of each "Design Appraisal" reference system</i></p>	
<p>Ajout de dispositions dans le § 3 de chacune des exigences Particulières Marquage CE / <i>Adds provisions in § 3 of each of the Specific Requirements for CE Marking</i></p>	
<p>Dispositions annulant et remplaçant les dispositions actuellement en vigueur dans le § 2.3.5. des référentiels NF et QB en vigueur <i>Provisions cancelling and replacing the current provisions in force in § 2.3.5 of the existing NF and QB reference systems</i></p>	<p>B. Ajustement des dispositions relatives aux cessations temporaires de production. <i>Modification of provisions related to temporary halts in production</i></p>
<p>Dispositions complémentaires aux Conditions Générales Marquage CE <i>Complementary provisions for the General terms and conditions of CE Marking</i></p>	
<p>Dispositions complétant les dispositions actuellement en vigueur dans le § 2.4.2. des référentiels NF et QB en vigueur <i>Provisions supplementing the current provisions in force in § 2.4.2 of the existing NF and QB reference systems</i></p>	<p>C. Précisions relatives aux dispositions portant sur les équipements de mesures hors de validité métrologique par suite d'un arrêt de production dans le cadre d'une situation exceptionnelle. <i>Clarifications regarding provisions concerning measuring equipment outside calibration validity following a halt in production in an exceptional situation</i></p>
<p>Dispositions complétant les dispositions actuellement en vigueur dans l'annexe 4 des Exigences Particulières Marquage CE <i>Provisions supplementing the current provisions in force in Appendix 4 of the Specific Requirements for CE Marking</i></p>	
<p>Ajout d'une annexe à tous les référentiels en vigueur. <i>Addition of an appendix to all applicable reference systems</i></p>	<p>ANNEXE : Précision de l'organisation de la continuité des certificats du CSTB pendant et après la pandémie COVID-19 <i>APPENDIX: Clarification on continuity organisation of CSTB certificates during and after the COVID-19 pandemic</i></p>

VERSION FRANCAISE :

A. Dispositions spécifiques temporaires et exceptionnelles pour les cas où les audits ne pourraient pas être réalisés « in situ »

Dispositions dérogatoires applicables pendant toute la durée d'une épidémie/pandémie et en cas de mesures de restriction des déplacements	Dispositions dérogatoires dans un pays à vigilance particulière (2) (3)
CAS DES AUDIT DE SUIVI	
<p>Zones d'exposition à risque (1)</p> <p>Zones pour lesquelles le CSTB n'est pas autorisé à se rendre pour éviter toute propagation de l'infection (conformément à une directive ou à une consigne d'un Etat, consignes internes à votre entreprise ...)</p>	<p>Zones rouges, oranges ou zones jaunes pour lesquelles les Auditeurs ont exercé un droit de retrait</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Réalisation d'essais, le cas échéant, sur un (des) produit(s) certifié(s) prélevé(s) : <ul style="list-style-type: none"> ➢ sur le marché par le CSTB (dans la mesure du possible), ou ➢ par le titulaire sur la base de consignes définies par le CSTB (exemple : date de fabrication, N° de lot,...) qui adressera le(s) produit(s) au laboratoire de la marque. <p>Ce prélèvement pourra être effectué en amont de la date prévue pour l'audit à distance. La date de production du produit prélevé doit être postérieure au dernier audit et/ou prélèvement réalisé.</p> <p>et</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réalisation d'un audit « à distance » (5) portant sur : <ul style="list-style-type: none"> - l'analyse des éléments demandés par le gestionnaire de certification préalablement à l'audit, - le cas échéant, la supervision des essais supervisés sur site prévus dans le référentiel, au minima l'exploitation des rapports d'essais transmis au CSTB dans la foulée de la réalisation de l'essai. 	
CAS DES AUDITS D'ADMISSION, D'ADMISSION COMPLEMENTAIRE, D'EXTENSION	
<p>Zones d'exposition à risque (1)</p> <p>Zones pour lesquelles le CSTB n'est pas autorisé à se rendre pour éviter toute propagation de l'infection (conformément à une directive ou à une consigne d'un Etat, consignes internes à votre entreprise ...)</p>	<p>Zones rouge et orange</p>
<ul style="list-style-type: none"> • les mesures dérogatoires applicables aux audits de suivi sont applicables, <p>et</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'audit devra impérativement être réalisé sur site dans l'année suivant la demande d'admission. 	<p>Pas de mesures dérogatoires (4)</p>

Les évaluations en mode dérogatoire seront facturées conformément aux tarifs définis dans le barème en vigueur (audits, essais, prélèvement sur le marché, ...). Au-delà de trois évaluations successivement conduites en mode dérogatoire, le retrait de la certification sera prononcé de plein droit par le CSTB.

(1) La liste des zones d'expositions à risque est rendue publique et actualisée par les services de l'Etat Français.

Pour le cas de l'épidémie de CORONAVIRUS, la liste des zones d'exposition à risque est actualisée en permanence par l'Agence Nationale Française de Santé Publique :

<https://www.santepubliquefrance.fr/maladies-et-traumatismes/maladies-et-infections-respiratoires/infection-a-coronavirus/articles/infection-au-nouveau-coronavirus-sars-cov-2-covid-19-france-et-monde>

(2) Observant de nombreuses tensions dans le monde, le Ministère Français des Affaires Etrangères définit et actualise en permanence des zones de vigilance pour chaque pays dans les conditions ci-dessous :

<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/conseils-aux-voyageurs/conseils-par-pays/>

- les zones vertes à vigilance normale ;
- les zones jaunes à vigilance renforcée ;
- les zones orange déconseillées sauf raison impérative ;
- les zones rouges formellement déconseillées.

(3) Pour les demandes de certification formulées par des entités dont les sites à évaluer dans le cadre de la certification, en phase d'admission ou de suivi, sont situés sur le territoire d'un pays classé en zone jaune, le déplacement des Auditeurs est autorisé sous réserve que l'entité auditée organise localement et à ses frais exclusifs le transport et l'hébergement des Auditeurs de façon à ce que leur sécurité soit garantie.

Dans les 10 jours ouvrés précédant tout déplacement, le demandeur/titulaire doit communiquer au CSTB les conditions de transport et d'hébergement des Auditeurs visant à garantir leur sécurité. Le CSTB peut formuler des observations et justifier de demandes complémentaires ; il se réserve le droit d'annuler un déplacement si les conditions proposées ne présentent pas de garantie de sécurité suffisante.

(4) Conformément aux préconisations de l'Etat Français, afin d'assurer la sécurité des collaborateurs du CSTB et de ses sous-traitants (ci-après désignés « les Auditeurs »), les demandes d'admission de certification formulées par des entités dont les sites à évaluer dans le cadre de la certification sont situés sur le territoire d'un pays classé en zone orange ou rouge ne pourront pas être prises en compte par le CSTB.

(5) Le CSTB propose au demandeur/titulaire des moyens de communications sécurisés (visioconférence, partage de documents,...) ; dans le cas où le demandeur/ titulaire souhaite utiliser d'autres moyens de communication, celui-ci utilisera sous sa responsabilité exclusive les moyens de communication qu'il juge adaptés à la préservation de l'intégrité et de la confidentialité des documents et vidéos communiqués au CSTB.

Toutefois, le CSTB se réserve le droit de refuser certains moyens de communication :

- dans l'hypothèse où ces moyens de communication :
 - o seraient incompatibles avec ceux utilisés par le CSTB, ou
 - o présenteraient un risque pour les systèmes d'information du CSTB, ou
- dans l'hypothèse où le CSTB serait contraint, afin de recevoir les documents et vidéos du titulaire, d'acquérir, à titre onéreux, les mêmes moyens de communication que ceux du titulaire.

A l'issue de l'audit matérialisée par la signature par le titulaire du PV de clôture de l'audit, le CSTB s'engage à détruire tout élément communiqué par le titulaire et à n'en conserver aucune copie. De plus, le CSTB et le demandeur/titulaire s'engagent à ne réaliser aucun enregistrement sonore ou visuel du contenu partagé en visioconférence (vidéo, audio, partage d'écran....) ».

B. Dispositions relatives aux cessations temporaires ou définitives de production

Toute cessation définitive ou temporaire de fabrication de produits (ou d'une gamme de produits) certifiés, quelle que soit sa durée, doit être identifiée, enregistrée et déclarée par écrit au CSTB ; cette déclaration doit mentionner la date de l'arrêt de la production, la date prévisionnelle de la reprise, la date confirmée de la reprise.

Nota : Toute cessation temporaire due à une période de congé n'est pas concernée, sous réserve qu'elle soit inférieure à un mois.

➤ **Cas d'une cessation temporaire du site de production ou de la chaîne de production inférieure à 6 mois – Aucune production du produit certifié ou d'un produit similaire**

Il n'est pas notifié de suspension au titulaire. Dès la reprise de la production, les autocontrôles définis dans les référentiels doivent être réalisés par le titulaire ; ils seront analysés par l'auditeur du CSTB dans le cadre du prochain audit de suivi. De plus, le titulaire s'engage à déclarer toute modification impactant la performance de son produit (modification produit, unité de fabrication, organisation qualité,...).

➤ **Cas d'une cessation temporaire du site de production ou de la chaîne de production supérieure à 6 mois - Aucune production**

Le titulaire doit préciser la durée nécessaire à l'écoulement du stock des produits marqués et fabriqués avant la date d'arrêt de la fabrication.

La décision de suspension du certificat et, le cas échéant du droit d'usage de la marque associée, est notifiée au titulaire par le CSTB. A l'expiration du délai indiqué par le titulaire et jugé cohérent par le CSTB, le produit est retiré de la liste des produits certifiés.

La durée totale de la suspension pour ces produits ne doit pas excéder un an. La levée de la suspension ne peut être prononcée qu'à l'issue d'une (des) évaluation(s) de levée de suspension définies par le CSTB

➤ **Cas d'une cessation définitive du site de production ou de la chaîne de production**

Le titulaire doit préciser la durée nécessaire à l'écoulement du stock des produits marqués. A l'expiration du délai indiqué par le titulaire et jugé cohérent par le CSTB, le produit est retiré de la liste des produits certifiés. La décision de retrait est notifiée au titulaire par le CSTB.

C. Précisions relatives aux dispositions portant sur les équipements de mesures hors de validité métrologique par suite d'un arrêt de production dans le cadre d'une situation exceptionnelle (pandémie, ...)

Les équipements de mesure et d'essai hors de validité métrologique peuvent être utilisés dans les trois mois (*) suivant la reprise de la production, sous réserve que la planification des raccordements soit réalisée d'une part, et que des justifications démontrant que les résultats de mesure et d'essai restent fiables d'autre part :

- en s'appuyant sur les résultats d'essais confirmés sur un échantillon de référence, le cas échéant,
- en confirmant que la dérive déterminée sur les précédents raccordements est acceptable, ou
- en validant des valeurs obtenues lors des contrôles en service (par exemple en utilisant une cale étalon pour le contrôle en service d'un pied à coulisse ou d'une sonde de température pour le contrôle d'une étuve).

En retour de raccordement métrologique cette dérogation sera validée par la confirmation de la nouvelle dérive.

() Tout délai supérieur à trois mois doit faire l'objet d'une demande de dérogation au CSTB. Chaque demande sera analysée « au cas par cas » ; une attention particulière sera portée dans le cas où la mesure porte sur une caractéristique certifiée ayant un impact sur la santé ou la sécurité des personnes ou des biens.*

ANNEXE : Organisation de la continuité des certificats du CSTB pendant et après la pandémie COVID-19

I. CONTINUITÉ DE LA PRODUCTION / DU SERVICE – PAS D'ARRÊT DE LA CHAÎNE DE PRODUCTION

Cas possibles	Continuité ?	Risque sur la performance du produit ?
Cas 1 : audit, essais (2) planifiés et réalisés au 1 ^{er} semestre 2020 dans des conditions « normales »	<p>Oui (si satisfaction aux exigences du référentiel) :</p> <p>Maintien du certificat (si le certificat ne mentionne pas de date de fin de validité) /</p> <p>Renouvellement du certificat (si le certificat mentionne une date de fin de validité)</p>	Aucun
<p>Cas 2 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Audits planifiés au 1^{er} semestre 2020 et réalisés au premier semestre 2020 en mode dérogatoire « audit à distance » (1) - Essais (2) réalisés après la période de confinement 		Aucun
Cas 3 : audit (1), essais (2) planifiés et réalisés au 2 ^{er} semestre 2020		Aucun

(1) possibilité de réaliser l'audit à distance

(2) dans le cas où des essais dans le laboratoire de la marque sont requis dans le référentiel de certification

II. ARRET DE LA PRODUCTION INFERIEUR A 6 MOIS

II.1. : fréquences d'évaluations annuelles, tous les 2 ans ou tous les 3 ans

	Conditions de reprise	Continuité ?	Risque sur la performance du produit ?
Cas 4 : audit, essais (2) planifiés et réalisés au 1 ^{er} semestre 2020 dans des conditions « normales »	Reprise de la production sans évaluation complémentaire par le CSTB (3)		Aucun
Cas 5 : audit, essais (2) planifiés au 1 ^{er} semestre 2020 et non réalisés	Reprise de la production sans évaluation complémentaire par le CSTB (3) Réalisation des audits (1) et essais (2) au second semestre 2020 à la place du 1 ^{er} semestre 2020	Oui (si satisfaction aux exigences du référentiel) : Maintien du certificat (si le certificat ne mentionne pas de date de fin de validité) / Renouvellement du certificat (si le certificat mentionne une date de fin de validité)	Aucun
Cas 6 : audit, essais (2) planifiés au 2 ^{er} semestre 2020 (ou en 2021, 2022 pour les fréquences d'évaluations tous les 2 ans ou tous les 3 ans)	Reprise de la production sans évaluation complémentaire par le CSTB (3) Réalisation des audits (1) et essais (2) au second semestre 2020 conformément au planning initial		Aucun

(1) possibilité de réaliser l'audit à distance

(2) dans le cas où des essais dans le laboratoire de la marque sont requis dans le référentiel de certification

(3) dès la reprise de la production, les autocontrôles définis dans les référentiels doivent être réalisés par le titulaire ; ils seront analysés par l'auditeur du CSTB dans le cadre du prochain audit de suivi. De plus, le titulaire s'engage à déclarer toute modification impactant la performance de son produit (modification produit, unité de fabrication, organisation qualité,...).

II. ARRET DE LA PRODUCTION INFERIEUR A 6 MOIS (suite)

II.2. Fréquences d'évaluations semestrielles

	Conditions de reprise	Continuité ?	Risque sur la performance du produit ?
Cas 7 : audit, essais (2) planifiés et réalisés au 1 ^{er} semestre 2020 dans des conditions « normales »	Reprise de la production sans évaluation complémentaire par le CSTB (3) Réalisation de l'audit (1), essais (2) du second semestre	Oui (si satisfaction aux exigences du référentiel) : Maintien du certificat (si le certificat ne mentionne pas de date de fin de validité) /	Aucun
Cas 8 : audit, essais (2) planifiés au 1 ^{er} semestre 2020 et non réalisés	Reprise de la production sans évaluation complémentaire par le CSTB (3) Réalisation des audits (1) et essais (2) : - dès que possible, et - à la fin du 2 nd semestre 2020.	Renouvellement du certificat (si le certificat mentionne une date de fin de validité)	Aucun

III. ARRET DE LA PRODUCTION SUPERIEUR A 6 MOIS

Cas possibles	Conditions de reprise	Continuité ?	Risque sur la performance du produit ?
Cas 9 : Tous les cas d'arrêt supérieurs à 6 mois	Le titulaire doit préciser la durée nécessaire à l'écoulement du stock des produits marqués et fabriqués avant la date d'arrêt de la fabrication. La décision de suspension est notifiée au titulaire par le CSTB. A l'expiration du délai indiqué par le titulaire et jugé cohérent par le CSTB, le produit est retiré de la liste des produits certifiés. La durée totale de la suspension pour ces produits ne doit pas excéder un an. La levée de la suspension ne peut être prononcée qu'à l'issue d'une (des) évaluation(s) de levée de suspension (1) (2) définies par le CSTB.	Non : Suspension du certificat	Au-delà de 6 mois, risque important de perte de compétence du personnel, de dérive du process de production,...

(1) **possibilité de réaliser l'audit à distance**

(2) **dans le cas où des essais dans le laboratoire de la marque sont requis dans le référentiel de certification**

(3) **dès la reprise de la production, les autocontrôles définis dans les référentiels doivent être réalisés par le titulaire ; ils seront analysés par l'auditeur du CSTB dans le cadre du prochain audit de suivi. De plus, le titulaire s'engage à déclarer toute modification impactant la performance de son produit (modification produit, unité de fabrication,...).**

ENGLISH VERSION:

A. Specific temporary and exceptional provisions for cases in which audits cannot be conducted “in situ”

<p>Exceptional measures applicable for the full duration of an epidemic/pandemic and in case of travel restrictions</p>	<p>Exceptional measures in a country subject to special vigilance (2) (3)</p>
<p>FOLLOW-UP AUDITS</p>	
<p>Risk exposure areas (1) Zones to which CSTB is not authorised to travel to avoid spreading the infection (in accordance with a directive or instruction from a government, internal instructions at your company, etc.)</p>	<p>Red- or orange-alert areas or yellow-alert areas for which the Auditors have exercised their right to withdraw</p>
<p>• Performance of tests, if applicable, on one or more certified products sampled:</p> <ul style="list-style-type: none"> ➢ from retail sites by CSTB (to the extent possible), or ➢ by the holder based on instructions specified by CSTB (e.g. date of manufacture, batch number, etc.) which will send the product(s) to the mark laboratory. <p>This sampling can be performed prior to the date planned for the remote audit. The date of manufacture of the sampled product must be later than the most recent audit and/or sample collection carried out.</p> <p>and</p> <p>• Completion of a “remote” audit (5) focused on:</p> <ul style="list-style-type: none"> - the analysis of elements requested by the certification administrator prior to the audit, - if applicable, supervision of on-site supervised tests provided for in the reference system; as a minimum, evaluation of the test reports sent to CSTB immediately after conducting the test. 	
<p>ADMISSION, COMPLEMENTARY ADMISSION AND EXTENSION AUDITS</p>	
<p>Risk exposure areas (1) Zones to which CSTB is not authorised to travel to avoid spreading the infection (in accordance with a directive or instruction from a government, internal instructions at your company, etc.)</p>	<p>Red- and orange-alert areas</p>
<p>• The exceptional measures applicable to follow-up audits shall apply, and</p> <p>• An audit must be conducted on-site in the year following the admission application.</p>	<p>No exceptional measures (4)</p>

Exceptional evaluations shall be invoiced in accordance with the fees specified in the rate scale currently in effect (audits, tests, sampling from retail sites, etc.). After three successive exceptional evaluations, rightful withdrawal of the certification shall be announced by CSTB.

(1) The list of risk exposure areas is made public and updated by French Government departments.

In the case of the CORONAVIRUS epidemic, the list of risk exposure areas is continuously updated by the Agence Nationale Française de Santé Publique (French National Public Health Agency):

<https://www.santepubliquefrance.fr/maladies-et-traumatismes/maladies-et-infections-respiratoires/infection-a-coronavirus/articles/infection-au-nouveau-coronavirus-sars-cov-2-covid-19-france-et-monde>

(2) After observing a number of tensions throughout the world, the French Ministry of Foreign Affairs defines and continuously updates alert areas for each country under the following conditions:

<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/conseils-aux-voyageurs/conseils-par-pays/>

- Green areas for normal vigilance;
- Yellow areas for reinforced vigilance;
- Orange areas inadvisable unless for imperative reasons;
- Red areas highly inadvisable.

(3) For certification applications made by entities whose sites to be assessed as part of the certification process, during the admission or follow-up stages, are located in the territory of a country classified in a yellow-alert area, Auditors are allowed to travel provided that the audited entity makes arrangements locally and entirely at their own expense for the transport and accommodation of Auditors so that their safety may be ensured.

Within the 10 days prior to any travel, the applicant/holder shall provide CSTB with the travel and accommodation conditions designed to ensure the Auditors' safety. CSTB may make observations and justify additional requests; it reserves the right to cancel any business trip if the conditions submitted do not provide sufficient guarantees for safety.

(4) In accordance with the recommendations of the French Government, with a view to ensuring the safety of CSTB personnel and its subcontractors (hereinafter referred to as "the Auditors"), any admission applications for certification made by entities whose sites to be assessed as part of the certification process are located in the territory of a country classified in orange- or red-alert areas shall not be taken into consideration by CSTB.

(5) CSTB suggests secure means of communication (video-conferencing, sharing documents, etc.) to the applicant/holder; if the latter wishes to use other means of communication, they shall, under their sole responsibility, use the means of communication they deem appropriate for preserving the integrity and confidentiality of documents and videos conveyed to CSTB.

However, CSTB reserves the right to refuse certain means of communication:

- should these means of communication:
 - o be incompatible with those used by CSTB, or
 - o present a risk for CSTB's information systems, or
- should CSTB be forced, in order to receive documents and videos from the holder, to purchase, at a cost, the same means of communication as those of the holder.

After the audit is formalised with the holder's signature of the audit closure report, CSTB undertakes to destroy any items provided by the holder and not to retain any copies. Additionally, CSTB and the applicant/holder undertake not to make any audio or visual recordings of the content shared when video-conferencing (video, audio, screen sharing, etc.).

B. Provisions related to temporary halts in production

Any definitive or temporary halt in the manufacture of certified products (or a range of products), no matter the duration, must be identified, recorded and declared in writing to CSTB; this declaration must indicate the date of the halt in production, the anticipated resumption date and the confirmed resumption date.

Note: This does not concern any temporary halt due to a period of leave, as long as the halt is shorter than one month.

➤ **Temporary halt of a production site or production line for less than 6 months – no production of the certified product or a similar product**

No suspension is communicated to the holder. When production resumes, self-inspections set out in the reference systems must be carried out by the holder; these will be analysed by the CSTB auditor as part of the follow-up audit. Furthermore, the holder undertakes to declare any modification that impacts their product's performance (product modification, manufacturing unit, quality organisation, etc.).

➤ **Temporary halt of a production site or production line for more than 6 months – no production**

The holder shall specify the time needed to sell off the inventory of products marked and manufactured prior to the date production ceased.

The decision to suspend the certificate and, if applicable, the right to use the associated mark, is communicated to the holder by CSTB. When the period indicated by the holder and deemed consistent by CSTB expires, the product is removed from the list of certified products.

The total length of time for a suspension for these products shall not exceed one year. The removal of the suspension may only be announced following one or more suspension removal assessments defined by CSTB.

➤ **Definitive halt of a production site or production line**

The holder shall specify the time needed to sell off the inventory of marked products. When the period indicated by the holder and deemed consistent by CSTB expires, the product is removed from the list of certified products. The withdrawal decision is communicated to the holder by CSTB.

C. Clarifications regarding provisions concerning measuring equipment outside calibration validity following a halt in production in an exceptional situation (pandemic, etc.)

Measuring and testing equipment outside calibration validity can be used within three months (*) of production resuming, on the condition that calibration operations are planned and evidence demonstrates that measuring and testing results remain reliable:

- by relying on test results confirmed on a reference sample, if applicable,
- by confirming that the instrument drift determined on prior calibrations is acceptable, or
- by validating the values obtained during in-service checks (e.g. using a gauge block for the in-service check of a slide calliper or a temperature sensor for an oven check).

In return for metrological calibration, this waiver will be validated by confirmation of the new drift.

() Any period greater than three months requires a waiver request be submitted to CSTB. Each request shall be assessed on a case-by-case basis; particular attention shall be given in cases where the measurement concerns a certified characteristic with an impact on the health or safety of people or property.*

APPENDIX: Continuity organisation of CSTB certificates during and after the COVID-19 pandemic

I. PRODUCTION/SERVICE CONTINUITY – NO PRODUCTION LINE HALT

<i>Possible cases</i>	<i>Continuity?</i>	<i>Risk to product performance?</i>
Case 1: audit, tests (2) planned for and carried out in the 1 st half of 2020 under normal conditions	Yes (if reference system requirements are satisfied): Certificate maintenance (if the certificate does not indicate a validity end date)/ Certificate renewal (if the certificate indicates a validity end date)	None
Case 2: - Audits planned for the 1 st half of 2020 and carried out in the first half of 2020 according to the exceptional "remote audit" procedure (1) - Tests (2) conducted after the lockdown period		None
Case 3: audit (1), tests (2) planned for and carried out in the 2 nd half of 2020		None

(1) the audit can be conducted remotely

(2) if the certification reference system requires tests in the mark laboratory

II. HALT OF PRODUCTION FOR LESS THAN 6 MONTHS

II.1.: frequency of annual assessments, every 2 or 3 years

	Conditions for resumption	Continuity?	Risk to product performance?	
Case 4: audit, tests (2) planned for and carried out in the 1 st half of 2020 under normal conditions	Production resumed without complementary assessment by CSTB (3)		None	
Case 5: audit, tests (2) planned for the 1 st half of 2020 and not carried out	Production resumed without complementary assessment by CSTB (3) Audits (1) and tests (2) carried out in the 2 nd half of 2020 instead of the 1 st half of 2020		Yes (if reference system requirements are satisfied): Certificate maintenance (if the certificate does not indicate a validity end date)/ Certificate renewal (if the certificate indicates a validity end date)	None
Case 6: audit, tests (2) planned for the 2 nd half of 2020 (or in 2021, 2022 for assessment frequencies every 2 or 3 years)	Production resumed without complementary assessment by CSTB (3) Audits (1) and tests (2) carried out in the 2 nd half of 2020 according to the original schedule			None

(1) the audit can be conducted remotely

(2) if the certification reference system requires tests in the mark laboratory

(3) when production resumes, self-inspections set out in the reference systems must be carried out by the holder; these will be analysed by the CSTB auditor as part of the next follow-up audit. Furthermore, the holder undertakes to declare any modification that impacts their product's performance (product modification, manufacturing unit, quality organisation, etc.).

II. HALT OF PRODUCTION FOR LESS THAN 6 MONTHS (cont.)

II.2. Frequency of twice-yearly assessments

	<i>Conditions for resumption</i>	<i>Continuity?</i>	<i>Risk to product performance?</i>
Case 7: audit, tests (2) planned for and carried out in the 1 st half of 2020 under "normal" conditions	Production resumed without complementary assessment by CSTB (3) Second half audit (1), tests (2) carried out	Yes (if reference system requirements are satisfied): Certificate maintenance (if the certificate does not indicate a validity end date)/	None
Case 8: audit, tests (2) planned for the 1 st half of 2020 and not carried out	Production resumed without complementary assessment by CSTB (3) Audits (1) and tests (2) carried out: - as soon as possible, and - at the end of the 2 nd half of 2020.	Certificate renewal (if the certificate indicates a validity end date)	None

III. HALT OF PRODUCTION FOR GREATER THAN 6 MONTHS

<i>Possible cases</i>	<i>Conditions for resumption</i>	<i>Continuity?</i>	<i>Risk to product performance?</i>
Case 9: All halts for greater than 6 months	The holder shall specify the time needed to sell off the inventory of products marked and manufactured prior to the date production ceased. The suspension decision is communicated to the holder by CSTB. When the period indicated by the holder and deemed consistent by CSTB expires, the product is removed from the list of certified products. The total length of time for a suspension for these products shall not exceed one year. The removal of the suspension may only be announced following one or more suspension removal assessments (1) (2) defined by CSTB.	No: Certificate suspension	After 6 months, a significant risk of reduction in staff skills, deviation in production process, etc.

- (1) the audit can be conducted remotely**
- (2) if the certification reference system requires tests in the mark laboratory**
- (3) when production resumes, self-inspections set out in the reference systems must be carried out by the holder; these will be analysed by the CSTB auditor as part of the next follow-up audit. Furthermore, the holder undertakes to declare any modification that impacts their product's performance (product modification, manufacturing unit, etc.).**